

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc,
14 rue Antoine Durenne,
55000 BAR LE DUC

Nancy, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MSE Le Podevosse

Tour de Lille (19ème étage)
Boulevard de Turin
59777 Lille

Références : 157-2024
Code AIOT : 0006209279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2024 dans l'établissement MSE Le Podevosse implanté Amanty 55130 Amanty. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MSE Le Podevosse
- Amanty 55130 Amanty
- Code AIOT : 0006209279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MSE le Podevosse est autorisée, par l'arrêté préfectoral n° 2016-2716 du 16/12/2016, à exploiter un parc éolien composé d'1 éolienne et 1 poste de livraison à AMANTY. Sa mise en service a eu lieu le 02/09/2020. Les principales caractéristiques de l'éolienne sont : hauteur de mât 80 m, hauteur totale 126 m, puissance unitaire 2,05 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024, mesures ERC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 6	Sans objet
2	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 6	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différentes mesures ERC mises en place sont effectives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 6
--

Thème(s) : Préservation de l'avifaune
Prescription contrôlée : Vérifier la mise en place des mesures ERC prescrites liées à l'avifaune
Constats : Un bridage avifaune est en place en période de migration postnuptiale (de 11h à 13 h du 20 septembre au 20 octobre) et en période de nidification en cas de travaux agricoles lors des moissons, fauches, déchaumages, labours, fenaison à J et J+1, arrêt de jour. (présence d'un couple de Milan royal à proximité). Le plan de production a été présenté lors de l'inspection. Il montre bien les arrêts machines pendant les périodes de bridage avifaune.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2016, article 6
Thème(s) : Préservation des chiroptères
Prescription contrôlée : Vérifier la mise en place des autres mesures ERC prescrites
Constats : Un bridage chiroptères est en place sur l'éolienne E7, en période de mise-bas. Le plan de production a été présenté lors de l'inspection. Il montre bien les arrêts machines pendant les périodes de bridage en faveur des chiroptères. Mesures de compensation mises en place : reboisement de 3 parcelles (15ha) avec mise en place de nichoirs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Un suivi spécifique Milan royal a été réalisé en 2020/2021. Un suivi de mortalité commun aux parcs éoliens de l'Epine et de Podevosse a été réalisé en 2022 (cadavres retrouvés : 1 Pipistrelle commune, 1 Alouette des champs, 1 Bergeronnette grise, 2 martinets noirs). Un suivi environnemental a été réalisé en 2023 (comptage des effectifs en migration ...). Un rapport des études effectuées de 2018 à 2023 a été transmis en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Exploitation
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Les rapports ont été déposés sur Depobio les 14/10/2021, 10/10/2022 et 22/03/2023. Les attestations des dépôts ont été présentées lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite